

Engagement : quels efforts pour quels impacts ?

L'engagement est une forme d'investissement responsable dans laquelle l'investisseur entre en dialogue avec l'entreprise dont il détient des parts via ses actions, afin de faire évoluer sa stratégie ou ses pratiques vers une meilleure gouvernance ou plus de durabilité.

Pour ce 21ème Midi de la finance nous vous proposons un tour d'horizon des dernières évolutions en matière d'engagement actionnarial. Deux pionniers de l'engagement en Suisse et à Genève nous ont fait le plaisir de partager leur expérience et de débattre de l'avenir et de la portée de l'engagement.

Dominique Biedermann, directeur d'Ethos et Melchior de Muralto, Associé chez PPT & Cie, Guilé funds, ont chacun illustré à leur manière cette dynamique de dialogue grandissante avec les entreprises.

ETHOS : l'engagement constant au nom des investisseurs institutionnels

ETHOS regroupe aujourd'hui près de 140 membres représentant plus de 150 milliards de francs suisses sous gestion, soit un quart des avoirs de prévoyance en Suisse.



Dominique Biedermann a commencé par rappeler que l'engagement fait partie intégrante de l'ISR (investissements socialement responsables). La priorité est ici d'intégrer les aspects de gouvernance et de durabilité. Il précise par ailleurs que l'engagement peut se matérialiser sous deux formes :

L'engagement Indirect : grâce à un engagement collaboratif international. Ici des groupes d'investisseurs se rassemblent pour faire entendre leur voix. De tels groupements permettent de se répartir les coûts et d'avoir plus de poids dans les discussions avec les entreprises. Cela est également un moyen efficace pour contacter plus facilement les entreprises multinationales domiciliées hors de Suisse.

L'engagement Direct : il se matérialise quant à lui via l'investissement dans un fonds de placement spécifique ou via un groupe d'investisseurs, comme par exemple l'Ethos Engagement Pool (EEP)», qui réunit près de 90 caisses de pensions suisses et qui est unique en Europe continentale. Par le biais de l'EEP, Ethos engage le dialogue avec les 100 plus grandes entreprises suisses.

Dominique Biedermann a également précisé qu'Ethos engage également le dialogue avec des entreprises qui ne sont pas considérées comme exemplaires d'un point de vue de la gouvernance ou de la responsabilité environnementale et sociale. « L'objectif est justement de les accompagner vers plus de durabilité et une meilleure gouvernance. C'est un travail de fond qu'il faut réaliser avec des entreprises dans lesquelles l'on souhaite être investi plusieurs années, car les résultats ne sont visibles qu'à moyen et long terme bien sur ».

Au delà du vote en proportion des parts détenues dans l'entreprise, c'est l'engagement qui est de plus en plus déterminant. A cet effet, cela vaut la peine de se regrouper. En effet, même un investisseur qui investit 7 millions de

francs dans des actions UBS par exemple, ne représente presque rien dans une entreprise dont la capitalisation se compte en dizaine de milliards. Au contraire, les caisses de pensions qui sont membres de l'EEP (et qui détiennent environ 15 milliards en actions d'entreprises suisses, pour un marché de 1200 milliards) peuvent avoir une influence. Dans le modèle d'affaire d'Ethos, les caisses de pension payent des frais définis pour ce service d'engagement. Ethos reporte aux caisses l'avancée des discussions avec les entreprises par le biais notamment d'un rapport annuel. Toutefois, la teneur des discussions avec les entreprises étant confidentielle, Ethos ne peut communiquer au public ses avancées que de manière synthétique, sans nommer les entreprises.

« Mais parfois si le dialogue est rompu avec une entreprise, nous pouvons aussi exercer une pression médiatique.. Il est essentiel que nous soyons irréprochables et connaissions parfaitement les dossiers car nous dialoguons à haut niveau, en général avec le conseil d'administration ou la direction générale » précise encore Dominique Biedermann. Ethos a largement contribué à la prise de conscience des questions de gouvernance dans les entreprises suisses. S'il est difficile d'attribuer certaines avancées exclusivement à Ethos, la question des codes de conduite est un terrain où elle a été très active dès le commencement de ses activités. Ainsi, alors que seule une trentaine d'entreprises suisses cotées disposaient d'un code de conduite il y a une dizaine d'années, elles sont aujourd'hui plus de 80.

Enfin, Dominique Biedermann a rappelé qu'il est nécessaire d'être patient pour que la société ait le temps d'intégrer certains changements culturels. Par exemple, Ethos, qui travaille sur la question des rémunérations des instances dirigeantes depuis plusieurs années, ne voit pas l'initiative Minder comme une panacée, et plusieurs années seront nécessaires pour que les mentalités évoluent. Mais cette évolution se fait déjà sentir, tant du côté des investisseurs que des entreprises :

« Il y a des entreprises qui viennent désormais spontanément vers nous pour engager le dialogue. Du côté des caisses de pensions, alors qu'elles étaient encore plutôt frileuses il y a une dizaine d'années, ce sont maintenant elles qui nous incitent parfois à aller encore plus loin ! »

Fonds Guilé : le soft power autour du Global Compact

Les fonds Guilé, avec son « advisor » la Fondation Guilé, engagent un dialogue avec les entreprises en portefeuilles, pour la plupart signataires du Global Compact des Nations Unies. Ils communiquent sur les progrès, engagent les entreprises vers plus de durabilité et mettent l'accent sur l'intégration de L'ESG dans le processus de sélection et de valorisation. Ils veulent prouver la possibilité de surperformer les indices par une gestion active et responsable.



Melchior de Muralt a rappelé que le Global Compact a pour but d'intégrer les multinationales dans la famille des Nations Unies, afin d'accompagner une mondialisation accélérée et les ambitieux « milleniums goals ». Il a été au départ résolument soutenu par le gouvernement Suisse. « C'était un moment historique. Les Nations Unies ont su présenter le Global Compact comme un *business case* lorsqu'elles l'ont annoncé à Davos en 1999. On ne pouvait pas s'orienter vers une formule trop contraignante au risque que les entreprises ne le signe pas, mais il fallait faire comprendre qu'intégrer l'ESG dans la stratégie d'une entreprises était le meilleur moyen de gérer ses risques et ses opportunités d'affaires. » Les entreprises ont compris le message et désormais près de 10'000 multinationales ont signé ce traité, l'objectif étant d'atteindre 20'000 signataires en 2020. Signe de l'émergence de ce nouveau capitalisme, Nestlé a pris pour motto le terme nouveau de « shared value ».

Le Global Compact exige des entreprises signataires, qu'elles communiquent sur les progrès réalisés (Communication on Progress CoP) au risque d'être exclue. C'est là qu'interviennent les fonds Guilé, qui, fort d'un accord entre la Fondation Guilé et les Nations Unies, analysent les rapports des entreprises grâce à une grille d'analyse multicritères, puis engage un dialogue avec les entreprises pour leur donner des outils et conseils et contribuer concrètement à améliorer leurs pratiques. C'est ainsi que la barrière, difficile à franchir, de l'engagement actionnarial peut être levée. Les fonds Guilé sont bien reçus par les entreprises en portefeuille car, bien que souvent critiques, ils sont capables d'aider concrètement ces dernières à progresser face leurs engagements de signataires d'un traité signé formellement,

rappelons-le, par leur CEO et Chairman. Plusieurs d'entre elles ont mis en avant dans leur communication officielle le rôle clef des fonds Guilé dans le renforcement de leur stratégie ESG.

L'idée de départ est la réconciliation de la création de valeur économique et sociale. « Le hard power, presque, aucun fonds ne peut l'avoir car il supposerait plusieurs pourcents de détention du capital-actions, en outre, de fait, en Assemblée générale, ne sont abordés que des questions de distribution, de rémunération et de gouvernance. Nous nous sommes orientés vers du soft power afin d'avoir un impact réel sur la stratégie ESG et un accès, en tant qu'investisseur, au management, et non seulement au Conseil d'Administration». Ainsi par exemple, les fonds ont engagé un dialogue pour faire évoluer certaines approches de l'embouteilleur Coca Cola Hellenic, en les conseillant sur des processus concrets de lutte contre la corruption. « Sur ces neuf dernières années, nous avons su délivrer une performance supérieure à notre indice ET influencer concrètement les multinationales en portefeuille », conclut Melchior de Muralt.

« Je suis gestionnaire de fortune depuis 30 ans. Je suis convaincu que le challenge ultime dans notre métier, sera de créer de la valeur tant pour l'investisseur que pour la société dans son ensemble »



Sustainable Finance Geneva

Chemin Rieu 17, 1208 Genève

+ 41 22 849 19 13

www.sfgeneva.org - [LinkedIn](#)